

CONSULTATION DE MAITRISE D'ŒUVRE

REGLEMENT DE CONCOURS

POUVOIR ADJUDICATEUR : CINOR

OPERATION : Pôle culturel sur le site de l'ancienne usine de Quartier Français, à Sainte-Suzanne

OBJET DU MARCHÉ : Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un pôle culturel sur le site de l'ancienne usine de Quartier Français, à Sainte-Suzanne

Maître de l'ouvrage : Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion

**3, rue de la Solidarité – CS 61025 - 97495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)**

Date limite de réception des candidatures : Initialement prévue le 31 OCTOBRE 2024 est REPORTEE AU 07 NOVEMBRE 2024

Heure : 12h00 (heure locale)

ATTENTION :

A ce stade de la procédure (phase de réception des candidatures), les opérateurs économiques sont invités à remettre uniquement les pièces de candidature listées à l'article 3 du présent règlement.

Les candidats n'ont pas à remettre les pièces de prestations à ce stade de la procédure. Seuls les candidats sélectionnés en phase candidature seront invités ultérieurement à participer au concours et à remettre les pièces de prestations.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU CONCOURS.....	3
1.1 Nature et consistance de l'ouvrage à réaliser, planning prévisionnel	3
1.2 Aptitude à exercer la profession d'architecte	4
1.3. Déclaration sans suite	4
ARTICLE 2 - ORGANISATION DU CONCOURS	4
2.1 Déroulé général de la consultation.....	4
2.2. Les instances du concours.....	6
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES	7
ARTICLE 4 – CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES	10
4.1 Critères de sélection des candidatures.....	10
ARTICLE 5 – PRESENTATION DES OFFRES.....	11
5.1 Prestations à fournir par les concurrents : à remettre ultérieurement par les candidats admis à participer	11
ARTICLE 6 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	14
6.1 Critères d'évaluation des projets	14
ARTICLE 7- PRIMES	15
ARTICLE 8- LISTE DES DOCUMENTS CONSTITUANT LE DOSSIER QUI SERA REMIS AUX CANDIDATS...	15
ARTICLE 9 - RETRAIT DU DOSSIER PAR LES CANDIDATS.....	15
9.1 Dossier « concours » dématérialisé	15
9.2 Informations techniques en cours d'élaboration des prestations.....	16
ARTICLE 10 – MODALITES D'ENVOI DES CANDIDATURES	16
10.1 Modalités d'organisation de l'anonymat des prestations.....	16
10.2 Modalités de transmission des candidatures et prestations	16
10.3 Date et heure limite de remise des plis :	17
ARTICLE 11 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	16
ARTICLE 12 – DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL	19
12.1 Droits de propriété et publicité des projets	19
12.2 Droit de propriété et publication des projets.....	19
12.3 Rédaction en français	19

ARTICLE 1 - OBJET DU CONCOURS

1.1 Nature et consistance de l'ouvrage à réaliser, planning prévisionnel

a - Objet

Le présent concours d'architecture sur « Esquisse + » est organisé par la CINOR en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre dans le cadre de la construction d'un pôle culturel sur le site de l'ancienne usine de Quartier Français, à Sainte Suzanne.

Ce concours est un concours restreint sur esquisse organisé conformément aux dispositions des articles R.2162-15 à R.2162-21 du Code de la Commande Publique.

Les caractéristiques techniques du projet sont définies dans le programme général ci-joint.

La version définitive du Programme Technique Détaillé sera communiqué aux équipes retenues pour la phase offres.

ATTENTION : : En cas de groupement, l'architecte sera obligatoirement le mandataire du groupement qui fera acte de candidature

b – Lieu d'exécution

Sainte-Suzanne (97441)

c - Enveloppe prévisionnelle des travaux

Le montant prévisionnel affecté aux travaux est donné à titre indicatif et estimé à 9 974 000 euros HT (hors frais d'honoraires et frais annexes). A noter que cette enveloppe financière n'est pas impérative, et sera confirmée au moment de la phase Offres.

d- Mode de dévolution

Le marché est unique.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Un seul marché sera donc passé pour la réalisation des prestations au sein duquel il est prévu une décomposition par éléments de mission.

Le marché sera conclu avec une entreprise unique ou des entreprises groupées.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire sera rendu solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

e- Contenu de la mission

L'attributaire se verra attribuer les missions suivantes :

- Esquisse (ESQ) ;
- Avant-Projet Sommaire (APS) ;
- Avant-Projet Définitif y compris dépôt PC (APD) ;
- Projet (PRO)
- Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Visa des études d'exécution et de synthèse réalisées par les entreprises (VISA) ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Missions complémentaires :

- Mission de coordination SSI (CSSI)
- Mission Simulation Thermique Dynamique (STD)
- Mission Analyse du cycle de vie (ACV)

- Mission Acoustique (ACOUS)
- Mission de co-conception / co-réalisation des aménagements extérieurs transitoires

f- Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de tranche.

Les pièces du marché déterminent, le cas échéant, les modalités de versement d'une indemnité de dédit, d'attente ou d'un rabais.

g – Planning prévisionnel

La durée de la mission de maîtrise d'œuvre **est fixée à 46 mois.**

1.2 Aptitude à exercer la profession d'architecte

En application de l'article 3 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, la participation est réservée aux candidats qui présentent, soit à titre individuel, soit à travers un cotraitant du groupement, pour une partie des prestations (établissement projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire) qui sera assurée par un architecte selon l'art 3 de la loi n° 77-2 du 03.01.1977 sur l'architecture et l'art L421-1 du code de l'urbanisme) un architecte ou une société d'architecture répondant aux conditions définies par l'article 2 ou à l'article 10-1 de la loi du 3 janvier 1977 précitée.

1.3. Déclaration sans suite

La CINOR se réserve la possibilité de déclarer à tout moment, tout ou partie de la procédure, sans suite. Les candidats en seront informés.

Si le maître d'ouvrage renonce à l'opération pour quelque motif que ce soit, après délibération du Jury ou désignation du lauréat et avant la notification du marché de maîtrise d'œuvre, aucune indemnité ne sera versée hormis l'indemnité du concours prévu à l'article 7.

ARTICLE 2 - ORGANISATION DU CONCOURS

2.1 Déroulé général de la consultation

Le présent concours est un concours restreint sur esquisse organisé après une sélection de candidats dans les conditions définies aux articles R.2162-15 à R.2162-21 du Code de la Commande Publique:

Le concours est organisé en deux phases :

La présente phase concerne la première phase de dépôt des candidatures uniquement.

- **Première phase – sélection sur candidatures :** les candidats remettent un dossier de candidature complet permettant de vérifier les conditions de participation et de mettre en œuvre les critères de sélection définis dans l'avis de concours et précisés ci-après.
Le jury analyse les candidatures et formule un avis motivé sur les candidats à retenir en rapport avec les termes du présent règlement, en tenant compte de l'éventualité d'un désistement ou d'un candidat qui se situerait dans un cas d'exclusion prévu à l'article L. 2341-1 du CCP.

Au vu de cet avis, **l'acheteur retient ensuite 4 participants.**

Il ne pourra être exigé que des seuls candidats sélectionnés qu'ils justifient, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents

justificatifs et moyens de preuve mentionnées aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique (article R2144-5).

Les candidats non retenus seront informés par voie de courrier électronique, les équipes sélectionnées seront invitées à répondre à la phase 2 de la consultation.

- **Deuxième phase – sélection sur projet**

Après avoir arrêté la liste des participants, l'acheteur leur transmettra simultanément par voie électronique une invitation à participer au concours les informant de la date et l'heure limite de transmission des prestations et de toute précision utile quant au déroulement de la deuxième phase du concours

Les participants remettront anonymement un dossier de projet.

Le jury examinera les dossiers présentés sur la base des critères d'évaluation précisés dans le présent RC.

Après ouverture par le gestionnaire de l'anonymat, les prestations sont enregistrées et le respect de l'anonymat est vérifié. Le représentant du pouvoir adjudicateur organise l'analyse préalable des prestations destinée à préparer le travail du jury ; Il constitue pour ce faire une commission technique dont les membres sont distincts des membres du jury.

Le jury procédera ensuite à l'examen des prestations anonymes remises par les concurrents. Le jury vérifiera la conformité des prestations au règlement du concours.

Le jury identifiera :

- les prestations incomplètes ou présentant des pièces en excès ;
- les prestations ne répondant pas au programme ;
- les prestations arrivées hors délais.

Le jury entendra le rapporteur de la commission technique ayant procédé à l'analyse préalable des prestations destinée à préparer le travail du jury.

En cas de partage des voix, le président a voix prépondérante.

Le jury dresse un procès verbal dans lequel il relate les circonstances de son examen, formule un avis motivé par lequel il propose un classement des prestations fondé sur les critères mentionnés à l'article 4 ci-dessous et consigne, le montant de la prime, et s'il y a lieu ses observations et tout point nécessitant des éclaircissements.

L'anonymat est levé après la signature de ce procès-verbal.

Si le jury invite les candidats à répondre aux questions qu'il a consignées dans le PV afin de clarifier tel ou tel aspect d'un projet, dans cette hypothèse, un procès verbal complet du dialogue qui sera mis en œuvre sera établi.

Au vu de ces procès-verbaux et de l'avis du jury, le pouvoir adjudicateur choisit le ou les lauréats, avec lesquels il engagera des négociations en vue de conclure un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique, lui permettant de négocier avec le ou les lauréats, après le dépôt de l'offre, les conditions techniques, administratives et financières du marché de maîtrise d'œuvre, à l'exclusion de toute remise de nouvelles prestations

A l'issue du concours, conformément aux articles R. 2122-6 et R. 2172-2 du CCP, l'acheteur lance une procédure sans publicité ni mise en concurrence lui permettant de négocier avec le lauréat, les conditions techniques, administratives et financières du marché de maîtrise d'œuvre.

L'équipe sélectionnée signera un acte d'engagement, dans lequel elle s'engagera à réaliser le projet tel que présenté et à suivre la méthodologie de suivi mise en place par le maître d'ouvrage.

2.2. Les instances du concours

2.2.1. Le secrétariat du concours :

La Direction de la Commande Publique de la CINOR assure le secrétariat du concours.

Il enregistre les candidatures et, le cas échéant, demande à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidatures dans un délai approprié et identique pour tous.

Dans un second temps, dès réception des projets, le secrétariat recense les prestations remises au stade de l'offre. Il a notamment pour mission de faire respecter la règle de l'anonymat.

2.2.2. La commission technique :

Le maître d'ouvrage peut constituer une commission technique chargée de préparer les travaux du jury (d'examen des candidatures et d'évaluation des projets).

Autant au stade de la candidature que de l'offre, la commission technique vérifie notamment le caractère complet des pièces, leur recevabilité au regard du règlement du concours et procède à une analyse factuelle des candidatures et des projets en vue de leur présentation au jury.

2.2.3. Le jury :

Le jury pour le présent marché sera constitué :

- **Du Président de la CINOR (ou son représentant)**
- **de 5 membres élus de la Commission d'appel d'offres**
- **De 3 maîtres d'œuvre qualifiés**

Les membres précités auront tous voix délibérative, à l'exception des personnes ci-après qui auront voix consultative :

- Le comptable public et un représentant de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ([La DIRECCTE](#))
- Des personnalités ou agents du maître d'ouvrage en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES

ATTENTION : A ce stade de la procédure (phase candidature), les opérateurs économiques sont invités à remettre uniquement les pièces de candidature listées ci-dessous.

Les candidats n'ont pas à remettre les pièces de prestation à ce stade de la procédure. Seuls les opérateurs économiques admis en phase candidature seront invités ultérieurement à participer au concours et à remettre le dossier des prestations.

Le pli transmis par les candidats contient les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces à remettre sont énumérées ci-dessous).

La phase candidature permet au pouvoir adjudicateur de sélectionner les candidats admis à concourir.

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Attention : Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement. Un même candidat ne peut pas présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements. En revanche, un candidat peut agir en qualité de membre de plusieurs groupements.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate doit produire en phase candidature les pièces suivantes :

3.1. Composition de l'équipe

Le concours est ouvert aux concepteurs se présentant seuls, s'ils possèdent au sein de leur structure toutes les compétences exigées, ou aux équipes pluridisciplinaires de maîtrise d'œuvre constituées en groupement, justifiant la totalité des compétences définies ci-après.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire sera rendu solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur. L'obligation de la forme de groupement conjoint avec mandataire solidaire est justifiée par :

- La diversité des compétences demandées
- La nécessité de garantir la réalisation des prestations du marché par la présence d'un mandataire responsable de la bonne exécution globale de la mission qui, en cas de défaillance d'un co-traitant, devra proposer au maître d'ouvrage une solution pour y remédier.

Seront valorisées les références sur des objets architecturaux proches de celui du présent marché (centre culturel, locaux d'activités, ateliers, équipement touristique, aménagement d'espaces publics en centre-ville). La mise en avant de références de taille, de nature et/ou de complexité équivalente à l'opération envisagée sera appréciée. Au regard de la nature du périmètre de projet, il serait pertinent que le maître d'œuvre mette en avant des références justifiant de sa capacité à intervenir sur du bâti ancien.

La composition d'un groupement ne pourra être modifiée au cours de la consultation sauf dans les conditions prévues par le Code de la commande publique.

S'ils sont déjà connus au moment du dépôt des candidatures, le candidat indiquera les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel pour la réalisation de sa mission. Les déclarations de sous-traitance dans le cas prévu ci-dessus feront l'objet d'une ou plusieurs annexes spécifiques dans l'Acte d'Engagement remis aux candidats sélectionnés (article L. 2193-1 du code de la commande publique).

MOE - RDC – CONCOURS – CONSTRUCTION DU PÔLE CULTUREL DE QUARTIER FRANÇAIS

3.2 Conditions de participation

Pour mener à bien la mission confiée, la maîtrise d'ouvrage considère que sont requises les compétences précisées à l'article 4.1.2 du présent RC (notamment les compétences listées au critère 1 « qualité des compétences professionnelles »).

- Ne peuvent être admises ni à concourir ni à participer aux missions de maîtrise d'œuvre, les personnes ayant pris part à l'organisation du concours ou à l'élaboration du programme, ainsi que leurs associés ou leurs salariés ou de manière plus générale toute personne susceptible d'être en situation de conflit d'intérêts au sens de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et conformément à l'article L. 2141-10 du CCP.

En application de l'article L. 2141-11 du CCP, l'acheteur qui envisage d'exclure un opérateur économique sur le fondement de l'alinéa précédent le met à même de présenter ses observations, afin d'établir dans un délai raisonnable et par tout moyen qu'il a pris les mesures nécessaires pour corriger les manquements précédemment énoncés et, le cas échéant, que sa participation au concours n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

- Toute infraction sera sanctionnée par la disqualification immédiate de l'équipe de maîtrise d'œuvre à laquelle aura participé une personne soumise à la présente interdiction. Cette décision sera prononcée par décision motivée du maître d'ouvrage.

3.3. Présentation des candidatures

ATTENTION : A ce stade de la procédure (phase candidature), les opérateurs économiques sont invités à remettre uniquement les pièces de candidature listées ci-dessous.

Les candidats n'ont pas à remettre les pièces de prestation à ce stade de la procédure. Seuls les opérateurs économiques admis en phase candidature seront invités ultérieurement à participer au concours et à remettre le dossier des prestations.

Le pli transmis par les candidats contient les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces à remettre sont énumérées ci-dessous)

La phase candidature permet au pouvoir adjudicateur de sélectionner les candidats admis à concourir.

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate doit produire en phase candidature les pièces suivantes :

Attention : Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement. Un même candidat ne peut pas présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements. En revanche, un candidat peut agir en qualité de membre de plusieurs groupements.

A) Lettre de candidature (**formulaire DC1-cf modèle ci-joint**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux

MOE - RDC – CONCOURS – CONSTRUCTION DU PÔLE CULTUREL DE QUARTIER FRANÇAIS

[articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent

Pour apprécier la capacité financière (critère relatif aux " moyens financiers mobilisables "), il est exigé :

C) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

Pour apprécier la capacité professionnelle, il est exigé les pièces D et E :

D) Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.

E) L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.

Pour apprécier la capacité technique, il est exigé les pièces F et G :

F) Une déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années.

G) Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

NB 1 : En cas de groupement, l'architecte sera obligatoirement le mandataire du groupement.

NB 2 : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié. En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

NB 3 : En cas de groupement, l'ensemble des co-traitants doit fournir la totalité des documents mentionnés ci-dessous.

Nb 4 : l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées aux articles R2143-4, R2143-13 et R2143-14 du code de la commande publique. Lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats.

ARTICLE 4 – CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES

4.1 Critères de sélection des candidatures

4.1.1 Recevabilité des candidatures

Le jury procédera à l'analyse des candidatures en examinant préalablement **leur recevabilité en termes de complétude administrative du dossier** et de **conformité aux conditions de participation**.

Pour être recevables, les candidatures doivent répondre aux conditions de participation suivantes :

- Conformité de la candidature au vu des conditions exposées ci-avant et notamment en termes de forme du groupement, profil du mandataire, candidatures multiples, situation juridique, niveau des garanties économiques / financières / techniques et professionnelles, assurance professionnelle, et aptitude à exercer la profession d'architecte.

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures pour non-conformité :

- Pli arrivé postérieurement à la date et à l'heure limite de remise des plis.
- Absence de fourniture d'un des documents demandés à l'article « Présentation et contenu du dossier de candidature » ci-dessus. Il est à noter que la CINOR se laisse la possibilité de faire compléter les pièces de candidature

4.1.2 Critères de sélection des candidatures

Les candidatures recevables seront examinées par le jury sur le fondement des critères suivants :

Critère 1. La qualité des compétences professionnelles, notées sur 12 points au total, requises dans les domaines suivants :

Sous-critère 1. Architecture, paysage, acoustique, structure, VRD, fluides, CSSI, économie de la construction, concertation en matière d'aménagement d'espaces publics dans une démarche de co-conception avec les habitants et les associations (9 points)

Sous-critère 2. Qualité environnementale du bâti et performances (construction de bâtiments durables, performance énergétique des équipements) – (3 points)

Critère 2. Moyens financiers mobilisables en vue de la bonne exécution des prestations (critère relatif à la capacité financière), sur 4 points

Critère 3. Moyens humains et matériels mobilisables en vue de la bonne exécution des prestations (critère relatif à la capacité technique) sur 4 points

En cas de groupement, l'appréciation portera également sur la cohérence et la complémentarité des membres du groupement entre eux.

4.1.4 Processus de sélection des candidats

Après avoir pris connaissance de l'avis motivé sur les candidatures formulé par le jury, le pouvoir adjudicateur fixe la liste des participants pressentis.

Seul les quatre premiers candidats retenus seront autorisés à présenter une offre dans un délai qui sera fixé par le pouvoir adjudicateur.

Il leur demande également avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, de justifier ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées aux articles R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique (article R2144-5). produire les justificatifs exigés pour l'accès à la commande publique ainsi qu'une confirmation de leur participation à la phase de remise des offres.

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES OFFRES

5.1 Prestations à fournir par les concurrents : version provisoire – pièces à remettre ultérieurement par les candidats admis à participer

Tous les documents remis seront rédigés ou traduits en langue française.

Les prestations décrites ci-dessous sont remises de manière anonyme. Les participants veillent à ce que toutes les pièces fournies, graphiques comme écrites, respectent l'anonymat et ne comportent aucune mention susceptible de le rompre. Seuls les documents demandés dans le présent règlement entreront dans les critères de jugement, à l'exclusion du projet de contrat (A.E. et grille de répartition des honoraires contenus dans une enveloppe qui sera ouverte qu'une fois le lauréat sélectionné).

De même, les échelles devront être impérativement respectées.

Toute transgression à ces prescriptions pourra constituer un cas de mise hors concours.

1) Le premier dossier : les pièces anonymes

Les prestations contenues dans ce premier dossier sont rendues anonymes par les concurrents. Ce dossier sera intitulé « pièces écrites anonymes ». Les prestations contenues dans ce dossier ne devront comporter aucun élément nominatif ou aucun caractère, signe, éléments distinctifs permettant d'identifier le concurrent, y compris en ce qui concerne la cotraitance (nombre de cotraitants, noms des personnes affectées à la mission, anciennes références, logos, référence au dossier de candidature etc.).

Tout élément permettant d'identifier les concurrents pourra entraîner l'irrégularité du projet (Cf. article « Organisation de l'anonymat – Secrétariat du concours »).

a. Une lettre synthétique de présentation du projet

Celle-ci s'attachera à montrer comment les enjeux du programme, tels que perçus par le concepteur, ont été abordés et décrira le « parti » architectural retenu.

Cette lettre aura la forme de 1 page A4 recto-verso maximum. Elle est destinée à être lue aux membres du jury.

b. Un mémoire explicatif du projet y compris conception bioclimatique et performances environnementales

Celui-ci prendra la forme de deux cahiers dématérialisés de format A4, à transmettre par voie électronique.

Le cahier 1 devra comprendre :

- Une explication argumentée du « parti » architectural, des points de vue des choix de conception bioclimatique du bâtiment ; son inscription dans le site, les choix faits pour mettre en valeur le patrimoine préexistant (cheminée + niveau d'intervention sur la halle), de sa valeur d'usage et de ses options techniques et esthétiques, le fonctionnement général expliquant les liaisons entre les différentes unités fonctionnelles (dix A4 maximum) ;
- Un tableau récapitulatif des surfaces faisant apparaître les surfaces utiles des locaux et la surface plancher (sur la base du tableau de surfaces qui sera transmis aux candidats retenus), en y intégrant un comparatif entre le

programme et le projet. Ce tableau sera transmis en version modifiable (Excel).

Le cahier 2 intitulé Notice environnementale et technique précise l'ambition du projet et la réponse proposée aux objectifs fixés par le Programme :

- Une note décrivant les solutions techniques retenues et l'argumentaire relatifs à ces choix retenus (durabilité, confort d'usage, performance énergétique, intérêt pour l'exploitation et la maintenance)

Seront mis en avant les solutions pour :

- Lots structure & infrastructure
- Lots clos & couverts
- Lots 2nd œuvre,
- Equipements CVC,
- Exploitation-maintenance,
- Acoustique
- Scénographique ;

Cette note comportera un volet environnemental, qui mettra en avant les items suivants :

- *ENERGIE : Les propositions en matière d'économie et de maîtrise de l'énergie (type et classe des équipements, suivi et pilotage des consommations énergétiques du site, modalités d'éclairage du site, production d'énergie verte)*
- *RESSOURCE EN EAU : Les propositions en matière de gestion de la ressource en eau : suivi des consommations d'eau, intégration de la gestion des eaux pluviales, récupération de l'eau de pluie*
- *ECONOMIE CIRCULAIRE : Les propositions pour l'utilisation d'éco-matériaux et/ou de matériaux bio-sourcés. Une attention particulière sera portée sur les matériaux issus du réemploi,*
- *BIODIVERSITE : Les propositions en matière de plantation endémique/indigène dans les espaces verts selon la DAUPI*
- *CONFORT THERMIQUE : Les propositions en matière de bâtiment favorisant la bioclimatie (brasseur d'air, orientation du bâtiment, ouverture traversante*

En complément du mémoire technique, les concepteurs devront compléter la grille EMC2B, (= performances environnementales et engagements pris en matière de conception bioclimatique) récapitulant les objectifs environnementaux et bioclimatiques, et permettant un suivi du projet au cours des étapes de conception

c. Une note comportant un estimatif des travaux par grandes unités d'œuvre permettant d'explicitier la compatibilité du projet avec la part de l'enveloppe du maître d'ouvrage consacrée aux travaux (cadre fourni au DCC). Les éléments portés dans cette note permettront de vérifier :

- La compatibilité avec l'enveloppe travaux
- La conformité des valeurs annoncés par le candidat sur les différents lots
- La conformité des valeurs annoncées par le candidat sur les coûts exploitation maintenance ;
- Un planning prévisionnel des phases de conception et des travaux, justifiant les délais par rapport aux choix constructifs proposés.
Cette note s'engagera à respecter le calendrier global du maître d'ouvrage et soulignant éventuellement les conditions de sa faisabilité (deux A4 maximum) ;

d. Éléments graphiques

- Trois planches graphiques A0 qui comporteront :
 - Un plan masse au 1/500e indiquant notamment les dessertes et les principes d'aménagement des espaces extérieurs (cheminée, réinterprétation de la halle, parvis, stationnements, plantations...) et les différents flux ;
 - Les plans des niveaux au 1/200e y compris plan de toiture avec cotes altimétriques. Ils font apparaître les principes de structure, les trames bâties, les espaces de circulations, les espaces réservés aux unités fonctionnelles, les matériaux et les différents flux intérieurs et extérieurs du projet ;
Chaque espace du plan doit obligatoirement être renseigné avec l'intitulé et le code de l'espace. Un code couleur à utiliser obligatoirement pour les différentes fonctions sera également fourni aux concepteurs.
 - 2 façades aux 1/200° : la façade perçue depuis la rue de la Sucrerie et façade perçue à l'angle Nord-Ouest, côté Cheminée
 - 2 coupes significatives au 1/200° faisant apparaître le volume du projet, le terrain naturel et les accroches aux abords du terrain
 - 1 coupe longitudinale :
 - 1 axonométrie avec la répartition des différentes fonctions selon le code couleur et les différents flux
 - Une perspective
 - Deux vues d'ambiance intérieure :
 - pour la halle des pratiques libres donnant vue sur les différents accès ;
 - le hall de l'équipement
 - Une vue d'insertion dans le site (expression de la volumétrie d'ensemble et de l'insertion dans le site)
 - Schémas ou coupes environnementales (2 max.) faisant apparaître la stratégie environnementale (issue de la notice environnementale par exemple)
 - Quelques croquis ou schémas (3 max.) illustrant la façon de traiter l'espace extérieur, la relation entre les différentes entités et leurs rapports visuels avec l'extérieur.
- Un carnet des pièces graphiques, au format A3 et pdf, sera remis et comportera l'ensemble des pièces graphiques composant les deux planches A0.

Les éléments graphiques suivants seront également transmis au format dwg : plan masse et plans de niveau.

Les panneaux de présentation du projet seront transmis en format A0 en format numérique (3 panneaux).

2) Le deuxième dossier : les pièces écrites identifiées

Il sera intitulé « pièce écrite identifiée » et comportera : le projet de contrat de maîtrise d'œuvre comportant un acte d'engagement complété avec la répartition des honoraires par cotraitants et éléments de mission.

ARTICLE 6 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

6.1 Critères d'évaluation des projets

Le jury examine les prestations remises par les candidats et le pouvoir adjudicateur choisit le ou les lauréats en se fondant sur les critères suivants :

Critère 1. Qualité de la réponse aux exigences fonctionnelles et spatiales du programme, notée sur 25 points.

Éléments d'appréciation du critère : Plan qualitatif et quantitatif : organisation générale, accessibilité, analyse par pôle fonctionnel, liaisons des unités fonctionnelles (organisation fonctionnelle entre les ouvrages à réaliser prenant en compte les abords et espaces extérieurs), organisation des surfaces et des locaux

Critère 2. Qualité architecturale et paysagère du projet présenté (intégration au site et intégration des éléments patrimoniaux, image architecturale, traitement des espaces extérieurs), notée sur 25 points.

Éléments d'appréciation du critère : Intégration au site, adaptations aux règles d'urbanisme et de constructibilité : parti constructif, architectural et paysager optimisant l'intégration du projet dans le site, image (qualité des façades, image de l'ouvrage depuis l'extérieur, traitement paysager des espaces extérieurs).

Critère 3. Qualité environnementale du projet : Éléments d'appréciation du critère, notée sur 30 points :

Éléments d'appréciation du critère :

- **ENERGIE** : Les propositions en matière d'économie et de maîtrise de l'énergie (type et classe des équipements, suivi et pilotage des consommations énergétiques du site, modalités d'éclairage du site, production d'énergie verte) (noté sur 6 points),
- **RESSOURCE EN EAU** : Les propositions en matière de gestion de la ressource en eau : suivi des consommations d'eau, intégration de la gestion des eaux pluviales, récupération de l'eau de pluie (noté sur 6 points),
- **ECONOMIE CIRCULAIRE** : Les propositions pour l'utilisation d'éco-matériaux et/ou de matériaux biosourcés. Une attention particulière sera portée sur les matériaux issus du réemploi (noté sur 6 points),
- **BIODIVERSITE** : Les propositions en matière de plantation endémique/indigène dans les espaces verts selon la DAUPI (noté sur 6 points)
- **CONFORT THERMIQUE** : Les propositions en matière de bâtiment favorisant la bioclimatie (brasseur d'air, orientation du bâtiment, ouverture traversante) (noté sur 6 points)

Critère 4. Compatibilité avec l'enveloppe financière (estimation prévisionnelle des travaux, fiabilité de l'estimation fournie), notée sur 20 points

NB : le montant prévisionnel affecté aux travaux est fourni à titre indicatif et de manière prévisionnelle. Le non-respect de cette enveloppe financière prévue pour les travaux n'entraînera pas l'élimination du candidat.

IMPORTANT : Dans le cas où un ou plusieurs sous critères d'un critère de jugement des projets sont non renseignés par le candidat, son offre ne sera pas éliminée pour autant, mais cette dernière se verra

attribué la note de 0 pour le ou les sous-critères non renseignés. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note.

En, cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères d'un critère de jugement des projets, l'offre sera éliminée dans son ensemble.

ARTICLE 7- PRIMES

Chaque concurrent ayant remis une prestation conforme au règlement du concours recevra une prime d'un montant de 40 000 € hors taxe, TVA en sus au taux de la réglementation en vigueur, non ajustable et non révisable.

La rémunération du contrat de maîtrise d'œuvre tiendra compte de la prime reçue par le lauréat.

Le jury se réserve la possibilité de réduire ou de supprimer la prime des candidats dont les prestations remises seraient jugées incomplètes ou non conformes au présent règlement.

Le versement de la prime aux candidats s'effectuera sur la base de la proposition du jury dans un délai de 30 jours, à compter de la date à laquelle le jury remettra le procès-verbal d'examen complet des prestations et formulera son avis motivé. Le règlement de concours associé à la proposition du jury servira de justificatif pour la mise en paiement de l'indemnité.

ARTICLE 8- LISTE DES DOCUMENTS CONSTITUANT LE DOSSIER REMIS AUX CANDIDATS

- le présent règlement de concours (RC) ;
- Un modèle de présentation des candidatures
- Les formulaires DC1 et DC2
- le cadre d'acte d'engagement (AE) et éventuellement ses annexes ;
- Le modèle de déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- le programme de l'opération ;
- le plan topographique du terrain d'assiette (sera fourni en phase offres)
- les études patrimoniales et structures (sera fourni en phase offres)

ARTICLE 9 - RETRAIT DU DOSSIER PAR LES CANDIDATS

9.1 Dossier « concours » dématérialisé

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé.

Les candidats doivent télécharger les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur :

- sur le site www.cinor.re, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),
- ou sur le lien direct : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question)

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip ou Quickzip par exemple)
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : word de Microsoft, Wordperfect, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, Openoffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

9.2 Informations techniques en cours d'élaboration des prestations

A ce stade (phase de réception des candidatures uniquement), aucun renseignement complémentaire ne sera fourni aux candidats sur le dossier de consultation des entreprises.

Après avoir été sélectionnés, les candidats pourront poser des questions ou courriel, relatives à ce concours à l'organisateur du concours au plus tard **12 jours** avant la date limite de remise des offres **via le profil d'acheteur**. Il ne sera répondu à aucune question orale.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **06 jours** avant la date limite de remise des offres.

➤ Visite du site

Le Maître de l'Ouvrage organisera une rencontre avec les concurrents, dès leur admission.

La lettre d'invitation à participer à la consultation transmise aux candidats admis à concourir précisera les dates, heures et lieu de rendez vous pour cette visite.

Ils devront se rendre par leurs propres moyens sur le terrain sur lequel se réalisera l'opération. Si un (ou des) concurrents est (sont) absent(s), la visite du site aura quand même lieu.

Il ne sera répondu à aucune des questions des concurrents au cours de cette visite.

ARTICLE 10 – MODALITES D'ENVOI DES CANDIDATURES

10.1 Modalités d'organisation de l'anonymat des prestations

Les prestations sont transmises de manière anonyme au pouvoir adjudicateur dans les conditions suivantes :

Aucun élément (nom, cartouche, date ou tout autre signe) ne devra figurer sur les éléments remis (pièces, mémoires, tableaux, plans).

10.2 Modalités de transmission des candidatures et prestations

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures qui suivent s'imposent aux candidats.

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de concours entraînera la non conformité de la candidature. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur dossier.

Les candidatures seront remises par la voie électronique via le profil d'acheteur

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 du présent règlement **au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des charges**. Les candidatures seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

Il est spécifié aux candidats que leur candidature doivent être transmises uniquement par voie électronique :

- sur le site www.cinor.re, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),
- **ou sur le lien direct** : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question)
- **Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire** d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : **Aide**
- **Important** : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation

Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

- **IMPORTANT** : Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature par voie électronique peut parallèlement transmettre, **à titre de copie de sauvegarde**, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.
- Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :
 - « le titre du marché concerné »
 - « copie de sauvegarde ».
- Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.
- **Attention** : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du **décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022**

La signature n'est pas obligatoire pour la remise des plis

10.3 Date et heure limite de remise des plis :

- La date et heure limites de réception des candidatures sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

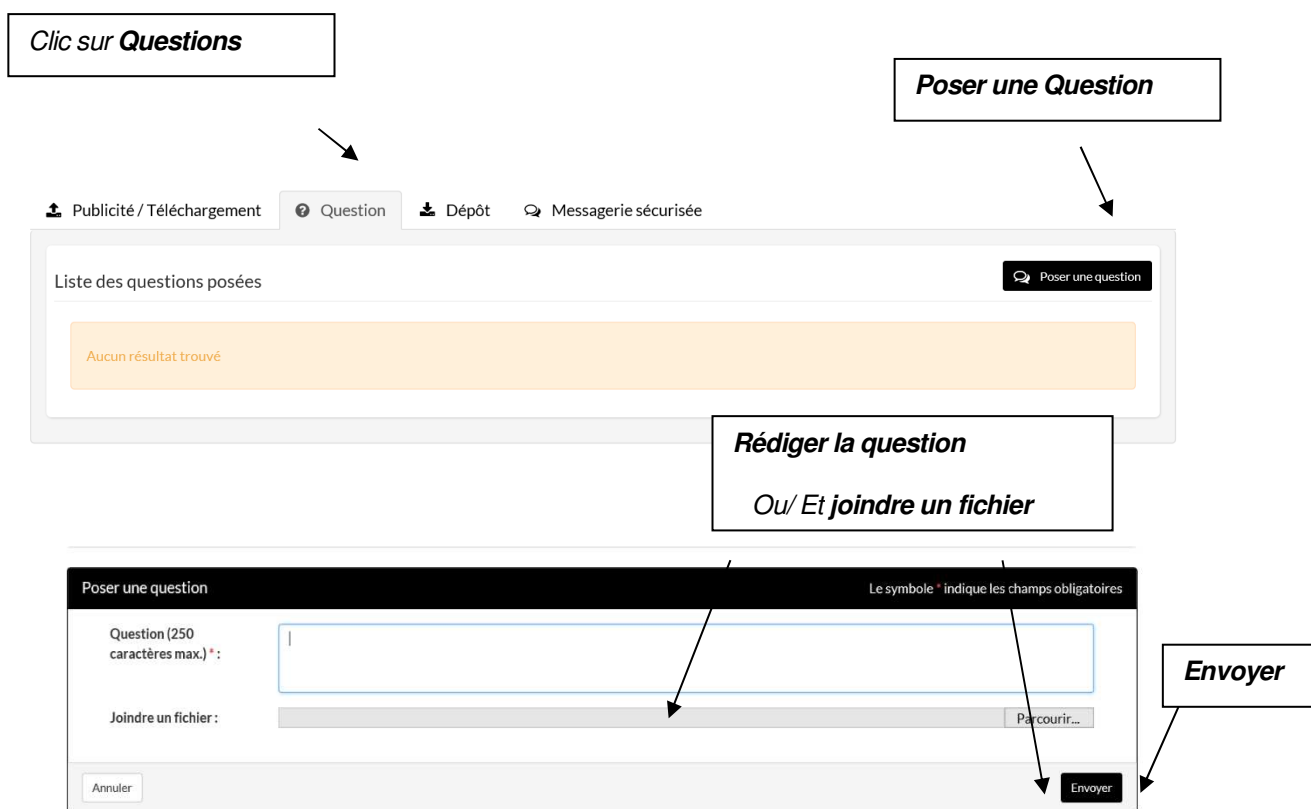
Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **12 jours** avant la date limite de remise des candidatures (**lors de la phase de remise des candidatures**) et offres (**lors de la phase de remise des offres**) une demande **par voie électronique sur le site internet** : <https://marches.cinor.fr>, et ce en suivant les instructions ci-après :

1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « **accéder à la consultation** »

2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**

3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**

4/ **Envoyer**



The screenshot shows the 'Poser une question' (Ask a question) interface. At the top, there are navigation tabs: 'Publicité / Téléchargement', 'Question' (selected), 'Dépôt', and 'Messagerie sécurisée'. Below the tabs is a section titled 'Liste des questions posées' with a 'Poser une question' button. A message 'Aucun résultat trouvé' is displayed. Below this is the 'Rédiger la question' (Edit question) form. The form has a title bar 'Poser une question' and a note 'Le symbole * indique les champs obligatoires'. It contains a text input field for 'Question (250 caractères max.) *', a file upload section 'Joindre un fichier :', and buttons for 'Annuler', 'Envoyer', and 'Parcourir...'. Annotations with arrows point to various elements: 'Clic sur Questions' points to the 'Question' tab; 'Poser une Question' points to the 'Poser une question' button; 'Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier' points to the text input field and the file upload section; 'Envoyer' points to the 'Envoyer' button.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des candidatures et offres.

ARTICLE 12 – DISPOSITIONS D'ORDRE GENERAL

12.1 Droits de propriété et publicité des projets

Les prestations des lauréats retenus ne peuvent être utilisées par le pouvoir adjudicateur que lorsqu'il confie à son auteur une mission de maîtrise d'œuvre.

Les prestations des autres candidats ne peuvent être utilisées en tout ou partie par le pouvoir adjudicateur sans accord de leurs auteurs.

12.2 Droit de propriété et publication des projets

Les candidats au concours permettent à l'acheteur d'utiliser leurs prestations dans le cadre d'une exposition publique des projets, soit dans le cadre d'une diffusion physique, soit dans le cadre d'une diffusion numérique, après la publication des résultats du concours.

Les résultats du concours seront rendus publics dès que le marché de maîtrise d'œuvre aura été notifié au candidat qui aura été désigné attributaire. L'ensemble des prestations remises dans le cadre du concours pourra faire l'objet d'un article dans tout document d'information de la mairie.

Le maître d'ouvrage conserve la pleine propriété des prestations du lauréat du concours, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur sur la propriété intellectuelle et artistique. La participation à la consultation vaut autorisation de la part des candidats pour une exposition nominative de l'équipe candidate concepteur du projet. Le candidat remettra avec sa prestation l'autorisation dont le modèle est joint en annexe au présent RDC dûment signée par lui.

12.3 Rédaction en français

Les dossiers seront obligatoirement rédigés en langue française.

Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à, l'original par un traducteur assermenté.

ANNEXE - EXPOSITION DES ESQUISSES

Je soussigné (e) _____

Autorise le pouvoir adjudicateur à procéder à l'exposition des esquisses et/ou maquettes (ci-après, de manière globale, les "esquisses") réalisées dans le cadre du projet de réponse au présent concours.

Dans ce cadre, je cède, à titre gratuit, au pouvoir adjudicateur qui l'accepte, et à titre non-exclusif, pour la durée légale des droits d'auteur, pour la France, mes droits d'exploitation sur les esquisses suivantes :

- [description]
- [.]

Les droits ainsi cédés comprennent strictement :

- le droit de reproduction ou de faire reproduire par tout tiers, tout ou partie des esquisses, sur tout support, notamment papier, optique, numérique, informatique ou électronique, pour les besoins de l'exposition des esquisses dans le cadre de la présente consultation, y compris par reproduction au sein d'une base de données ou photothèque analogique ou numérique ;
- le droit de représentation ou de faire représenter par tout tiers, les esquisses par voie d'exposition physique dans un ou plusieurs lieux au choix du pouvoir adjudicateur ou dans l'environnement numérique sur le(s) site(s) internet du pouvoir adjudicateur ou choisi(s) par lui, ce auprès () :
 - ☐ du public en général
 - ☐ de catégories de publics en particulier :
- le droit de modifier et de retoucher le format d'image aux fins de la réalisation de plaquette, dépliant, brochure, prospectus, billet ou invitation, affiches, que ces éléments soient commercialisés ou distribués à titre gratuit; d'incorporer des éléments textuels conformément à la finalité du présent concours ;
- le droit de constituer une base de données ou une photothèque analogique ou numérique desdites esquisses dans le respect des finalités du présent concours ;

Je garantis au pouvoir adjudicateur la jouissance pleine et entière des droits cédés aux termes des présentes. A ce titre, je garantis que :

- les esquisses transmises dans le cadre du présent concours ne constituent pas une contrefaçon ou une atteinte à tout autre droit appartenant à un tiers;
- je suis bien titulaire des droits cédés sur les esquisses;
- rien ne s'oppose à la libre disposition par le pouvoir adjudicateur des droits objet de la présente cession, et notamment, que je n'ai pas manqué, et ne manquera, à aucune obligation au titre d'une quelconque convention qui serait de nature à remettre en cause les droits acquis par le pouvoir adjudicateur;
- aucun litige ou procès n'est en cours ou sur le point d'être intenté, susceptible de mettre en cause les droits cédés au pouvoir adjudicateur sur les esquisses;

La présente autorisation est régie par la loi française.

Fait à _____, le.....

En un seul exemplaire

Lu et approuvé/ Signature